



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul

Semaine du 13 au 17 avril 2026

Faits saillants

- Japon : le yen proche du seuil de 160 JPY/USD, nouvelles rumeurs d'une intervention sur le marché des changes
- Japon : lancement de l'initiative POWERR Asia en réponse aux conséquences du blocage du détroit d'Ormuz
- Corée du Sud : maintien de la prévision de croissance 2026 du FMI et rehaussement de la projection d'inflation (+2,5 %)

LES CHIFFRES À RETENIR

| | Au 17/04 | Var. vs. 10/04 |
|-------------------|------------|----------------|
| USD/JPY | 159,36 | +0,2 % |
| USD/KRW | 1 483 | 0,7 % |
| Nikkei 225 | 58 476 pts | +2,73 % |
| KOSPI | 6 192 pts | +5,7 % |
| JGB 10 ans | 2,422 % | -1,4 pbs |
| KTB 10 ans | 3,723 % | +3,6 pbs |

Japon

Secteur financier

Marché des changes | Le yen est resté sous pression cette semaine, proche du seuil de 160 JPY pour 1 USD. Face aux risques de relance des pressions inflationnistes liées à un nouvel épisode de dépréciation de la devise, la ministre des Finances, S. Katayama, et le Secrétaire au Trésor américain S. Bessent, ont convenu, en marge des réunions du FMI et du G20 à Washington le 15 avril, de renforcer leur communication ; la ministre japonaise se disant prête à prendre des mesures « audacieuses » si nécessaire, une formulation traditionnellement associée à une intervention sur le marché des changes. Si cet échange a permis de stabiliser temporairement la devise, à 158,8 JPY pour 1 USD, les déclarations par la suite du Gouverneur de la Banque du Japon, également présent à Washington, sur les difficultés de conduite de la politique monétaire au regard des pressions stagflationnistes en cours, se sont soldées par une nouvelle baisse du yen, à 159,43 JPY pour 1 USD. Les analystes n'anticipent désormais qu'à 10% l'hypothèse d'une hausse des taux lors de la prochaine réunion de politique monétaire fin avril.

Marché boursier | Les marchés actions ont connu un net rebond en fin de semaine, après un début difficile. Lundi 13 avril, l'échec des négociations américano-iraniennes et l'annonce par le Président Trump d'un blocus maritime complet du détroit d'Ormuz ont ravivé les craintes sur l'approvisionnement énergétique, entraînant un repli du *Nikkei 225* autour de 56 000 points. La perspective d'un accord de paix a renversé la tendance avec une progression de

+2,6 % de l'indice *Nikkei 225* jeudi 16 avril, à plus de 59 500 points, soit davantage que le précédent record de fin février. Ce rebond a été porté par un nombre restreint de méga-capitalisations technologiques et de l'IA, *SoftBank*, *Advantest* et *Kioxia* en tête, dont l'impact a été amplifié mécaniquement par la pondération par les prix propre au *Nikkei*, expliquant l'écart de performance avec le *Topix*, davantage représentatif de l'ensemble du marché. En fin de semaine, le *Nikkei 225* s'est établi autour de 58 900 points, en léger repli par rapport à la performance de la veille mais en hausse de +9,7 % sur un mois.

Marché obligataire | Les obligations japonaises (JGBs) ont suscité un regain d'intérêt marqué cette semaine au regard de la forte progression des rendements ; celui à 10 ans atteignant brièvement 2,496 %, un plus haut niveau depuis 1997, compte-tenu de l'effet combiné des incertitudes sur les perspectives au Moyen-Orient et des craintes inflationnistes liées à la hausse des prix du pétrole. L'adjudication à 20 ans du 14 avril a attiré la plus forte demande depuis 2019, avec un ratio de couverture de 4,82 (contre une moyenne sur 12 mois de 3,27). Ce succès témoigne de l'attractivité des rendements élevés, la réduction des émissions sur les maturités très longues en début d'exercice fiscal, ainsi qu'un recul des anticipations de hausse des taux de la Banque du Japon (BoJ). Dans le sillage de l'augmentation du prix des JGBs et d'un mouvement de détente obligataire mondial, les rendements se sont ensuite repliés sur l'ensemble de la courbe : taux à 2 ans à 1,37 % (-2 pts de base), à 10 ans à 2,41 % (-4 pts de base) et à 30 ans à 3,61 % (-8 pts de base).

Banques / paiements transfrontaliers | Les grandes banques japonaises accélèrent leur développement dans les services de paiement transfrontaliers en Asie. Jusqu'à présent, une entreprise japonaise souhaitant régler un fournisseur indonésien devait ouvrir un compte bancaire local en Indonésie, une démarche coûteuse et complexe. Les banques japonaises cherchent désormais à éliminer cette contrainte en permettant à leurs clients à effectuer des règlements internationaux directement depuis leur compte au Japon, en s'appuyant sur leurs réseaux de filiales locales pour acheminer les fonds. *MUFG Bank* a ainsi lancé cette semaine *MUFG Unity*, un service de virements instantanés au Vietnam, en Thaïlande, en Indonésie et aux Philippines, s'appuyant notamment sur sa filiale indonésienne *Bank Danamon*. *Sumitomo Mitsui* vise pour sa part 60 Mds USD de dépôts en devises étrangères sur trois ans via le lancement prochain de *SMBC Connect*, tandis que *Mizuho* renforce ses effectifs spécialisés en Asie et prévoit de finaliser l'acquisition de la banque d'investissement indienne *Avendus Capital* d'ici juillet. Ces initiatives répondent à un double enjeu : soutenir l'internationalisation des entreprises japonaises et sécuriser les approvisionnements en dollars, dans un contexte où l'encours des prêts en devises des banques japonaises a atteint 926 Mds USD à fin juin 2025, soit une hausse de +160 % depuis 2010.

Secteurs non financiers

Énergie | A l'occasion du Sommet *Asia Zero-emission Community* (AZEC), la Première Ministre S. Takaichi a annoncé, le 15 avril, le lancement d'une initiative, sous forme d'accord-cadre, nommé *POWER Asia*, à travers laquelle le Japon s'engage à mobiliser 10 Mds USD pour soutenir la « résilience énergétique » de la région Indopacifique, en renforçant la sécurité énergétique en Asie (hors Chine), et atténuer les chocs actuels liés au blocage du détroit d'Ormuz. Cette initiative devrait être financée dans sa grande majorité par l'Etat japonais, sous forme de prêts et de garanties, via la mobilisation de l'ensemble de ses grands opérateurs et agences financières, au premier rang desquels la *JBIC* (*Japan Bank for International Cooperation*), *NEXI* (*Nippon Export and Investment Insurance*), la *JICA* (*Japan International Cooperation Agency*) ou encore la *JOGMEC* (*Japan Organization for Metals and Energy Security*). Le *POWER Asia* doit permettre de financer (i) des mesures d'urgence visant à atténuer les chocs affectant les entreprises et les gouvernements asiatiques impliqués dans les chaînes d'approvisionnement du Japon, et (ii) des actions visant à renforcer, à plus long terme, la résilience du système

énergétique régional, notamment par le développement de capacités de stockage stratégique et par l'accélération de la diversification du mix énergétique, grâce au développement de projets dans le gaz naturel, les énergies renouvelables et le nucléaire. Au-delà des retombées positives attendues pour les quinze pays partenaires de cette initiative, le Japon entend poursuivre un double objectif de renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement stratégiques de l'archipel, et de consolidation, à plus long terme, de son positionnement en tant qu'acteur régional structurant.

IA | Huit entreprises japonaises dont *SoftBank*, *NEC* et *Honda Motor* ont annoncé en début de semaine le lancement d'une nouvelle co-entreprise dans le domaine de l'intelligence artificielle en vue de développer un modèle domestique d'« IA physique » destiné à des applications industrielles. Plusieurs grands groupes japonais sont également partie prenante de la nouvelle entité, dont *Sony*, *MUFG Bank*, *Sumitomo Mitsui Banking Corp.*, *Mizuho Bank*, *Nippon Steel* et *Kobe Steel*. Le développement du projet sera assuré par *SoftBank* et *NEC*, avec la contribution de l'entreprise japonaise d'IA *Preferred Networks*, l'objectif étant de développer des modèles de langage de grande taille (LLM) et renforcer l'intégration de solutions IA dans une multitude de secteurs et d'industries (industries manufacturières, secteur automobile, matériaux, finance etc.). Le projet répond à la volonté du gouvernement de faire émerger un géant japonais de l'IA à l'aide de financements publics-privés, alors que de plus en plus d'entreprises et administrations publiques japonaises ont recours à des solutions IA développées par des géants américains et chinois. Il pourrait bénéficier de financements publics conséquents en vue de garantir la souveraineté technologique de l'Archipel et sera assorti d'un data center dédié, installé sur le site réhabilité d'une ancienne usine *Sharp* dans la ville de Sakai au sud d'Osaka.

Semiconducteurs | Le 16 avril, Air Liquide a annoncé un investissement de 200 M€ pour la construction, à Hiroshima, de deux unités de production de gaz industriels s'insérant dans la chaîne de valeur des semi-conducteurs. Ces usines seront opérées, construites et détenues par Air Liquide, qui vise une mise en service des sites en 2028. Elles permettront la fourniture de trois gaz essentiels à la construction de puces de nouvelle génération : l'azote ultrapure, l'oxygène et l'argon. Cet investissement, qui renforce la présence d'Air Liquide en tant que fournisseur de l'industrie japonaise des semi-conducteurs, participe ainsi du développement de l'écosystème nippon des semi-conducteurs, identifié comme l'un des 17 secteurs prioritaires de la stratégie de croissance nationale.

Corée du Sud

Macroéconomie

Perspectives économiques | Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu sa prévision de croissance pour la Corée du Sud inchangé, à 1,9 % en 2026, un niveau légèrement supérieur à celui de l'OCDE (1,7 %), malgré les incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient. Ce maintien s'explique par une dynamique des exportations plus robuste qu'anticipée, en particulier dans les secteurs technologiques, ainsi que par l'effet de soutien du budget supplémentaire mis en œuvre pour amortir le choc énergétique. En parallèle, l'institution a révisé à la hausse de +0,7 point sa prévision d'inflation coréenne, désormais attendue à +2,5 % en 2026, sous l'effet de l'augmentation des prix de l'énergie et des perturbations d'approvisionnement. Le scénario central du Fonds repose sur une normalisation progressive des conditions d'offre énergétique à partir de la mi-2026, sous l'hypothèse d'un apaisement du conflit. D'après le Fonds, la dette publique augmenterait sensiblement à moyen terme, passant de 48 % du PIB en 2025 à près de 63 % en 2031, dans un contexte de pressions structurelles liées au vieillissement

démographique et de recours accru aux mesures de soutien. Dans ce contexte, le FMI a appelé à une gestion prudente et ciblée des finances publiques pour en préserver la soutenabilité.

Secteurs non-financiers

Énergie - Iran | Face aux incertitudes liées à un possible prolongement du conflit en Iran, la Corée du Sud diversifie ses sources de pétrole brut pour sécuriser un approvisionnement d'urgence. Dans ce cadre, le secrétaire général de la présidence KANG Hoon-sik a tout récemment visité le Sultanat d'Oman, l'Arabie Saoudite, le Qatar et le Kazakhstan, d'où la Corée importera près de 273 millions de barils d'ici la fin de l'année, correspondant à plus de 3 mois de consommation (niveau 2025), et 2,1 millions de tonnes de naphta, soit environ un mois d'importation. Le gouvernement a annoncé avoir déjà sécurisé 118 millions de barils de pétrole brut pour les mois d'avril et mai, provenant de 17 pays, dont l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes Unis et les États-Unis. Par ailleurs, le gouvernement coréen a activé un système de prêt de pétrole brut issu des réserves stratégiques (*crude oil swap*) aux raffineurs ayant fait le choix de diversifier leurs sources d'approvisionnement face aux perturbations liées aux conflits au Moyen-Orient : 17 millions de barils seront livrés à 4 raffineries d'ici la fin du mois.

Défense | Le secteur de la défense reste une priorité dans la diplomatie économique coréenne. Dans la période récente, la Corée bénéficie d'une demande exceptionnelle liée aux conflits dans le monde (Ukraine et Moyen-Orient). En particulier, les pays du golfe cherchent à diversifier leurs importations d'armes aujourd'hui fortement dépendantes des États-Unis. Par exemple, l'Irak, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite s'équipent du système anti-missiles sol-air Cheongung II, et les Emirats arabes unis ont passé cette semaine une commande de missiles intercepteurs supplémentaires. Par ailleurs, l'Agence coréenne pour la promotion du commerce extérieur et des investissements (Kotra) et le ministère finlandais de la Défense ont signé le 9 avril à Helsinki un deuxième contrat d'exportation de 112 obusiers automoteurs K9, de 940 Md KRW (638 M USD). La Finlande avait déjà acquis 96 unités lors d'un premier contrat en 2017. À l'issue de la rencontre bilatérale entre le Premier ministre polonais et le Président sud-coréen, les deux pays ont élevé leur relation au niveau de « partenariat stratégique global » en mettant l'accent sur la coopération dans l'industrie de la défense.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.